

Washington relance son projet de partition de l'Irak

par *Thierry Meyssan*

Le brusque écroulement de l'État irakien est présenté par la presse internationale comme la conséquence de l'attaque du groupe terroriste ÉILL. Mais qui peut croire qu'un État puissant, armé et organisé par Washington, pourrait s'écrouler en moins d'une semaine devant un groupe jihadiste officiellement indépendant de tout État ? En outre, qui peut croire que ceux qui soutiennent l'ÉILL en Syrie condamnent sincèrement son action en Irak ? Thierry Meyssan révèle le dessous des cartes.

RÉSEAU VOLTAIRE | 16 JUIN 2014

PORTUGUÊS ITALIANO فارسی ESPAÑOL DEUTSCH РУССКИЙ TÜRKÇE عربي ΕΛΛΗΝΙΚΑ



La carte du « Proche-Orient élargi » (Greater Middle East) selon l'état-major états-unien, publiée en 2006 par le colonel Ralph Peters.

Depuis 2001, l'état-major des États-Unis tente de fracturer le « Proche-Orient élargi » en une multitude de petits États ethniquement homogènes. La carte de la région remodelée a été publiée en juillet 2006 [1]. Elle prévoit de diviser l'Irak en trois, un État sunnite, un chiite et un kurde.

L'échec d'Israël face au Hezbollah, à l'été 2006 [2], et celui de la

France et du Royaume-Uni face à la Syrie, en 2011-14, laissaient penser que ce plan avait été abandonné. Il n'en est rien : l'état-major US tente de le reprendre par l'intermédiaire de ces condottières modernes que sont les jihadistes.

Les événements survenus en Irak la semaine dernière doivent être vus sous cet angle. La presse internationale insiste sur l'offensive de l'Émirat islamique en Irak et au Levant (ÉIIL ou « Daesh » en arabe), mais celle-ci n'est qu'une partie de la vaste action en cours.

L'offensive coordonnée de l'ÉIIL et des Kurdes

En une semaine, l'ÉIIL a conquis ce qui devrait devenir un Émirat sunnite tandis que les peshmergas ont conquis ce qui devrait être l'État kurde indépendant.

L'armée irakienne, formée par Washington, a donné Ninive aux premiers et Kirkouk aux seconds. Sa structure même de commandement a facilité sa désagrégation : les officiers supérieurs devant en référer au cabinet du Premier ministre avant de déplacer leurs troupes étaient à la fois privés d'initiative d'ensemble et installés comme des roitelets sur leurs zones d'action. Dès lors, il était facile au Pentagone de corrompre certains officiers pour qu'ils incitent leurs soldats à faire défection.

Les parlementaires, convoqués par le Premier ministre Nouri-al-Maliki, ont également fait défection et n'ont pas voté l'état d'urgence faute de quorum, laissant le gouvernement sans possibilité de riposte.

Sans autre choix pour sauver l'unité de son pays, M. al-Maliki a fait appel à tous les alliés imaginables. Il a d'abord sollicité son propre peuple en général et la milice chiite de son rival Moqtada el-Sadr en particulier (l'Armée du Mahdi), puis les Gardiens de la Révolution iraniens (le général Qassem Suleimani, commandant la Force Jérusalem est actuellement à Bagdad), enfin les États-Unis auxquels il a demandé de revenir et de bombarder les assaillants.

La presse occidentale souligne, non sans raison, que la manière

de gouverner du Premier ministre a souvent heurté à la fois la minorité sunnite arabe et les laïques du Baas, tant elle est apparue principalement favorable aux chiites. Cependant, ce constat est relatif : les Irakiens ont reconduit, lors des élections législatives du 30 avril, la coalition de Nouri al-Maliki. Celle-ci a obtenu un quart des voix, soit trois fois plus que le mouvement de Moqtada el-Sadr, le reste des voix étant éparpillé entre une multitude de petits partis.

La préparation de l'offensive contre l'autorité de Bagdad

L'offensive de l'ÉIL d'un côté et des Pehmergas de l'autre a été préparée de longue date.

Le Kurdistan irakien a commencé à voir le jour, sous la protection des États-Unis et du Royaume-Uni, avec la zone d'exclusion aérienne décrétée entre les deux invasions occidentales (1991-2003). Depuis le renversement du président Saddam Hussein, il a acquis une très forte autonomie et est entré dans la zone d'influence israélienne. De ce point de vue, il est impensable que Tel-Aviv ait été absent de la prise de Kirkouk. Toujours est-il que l'actuel gouvernement régional d'Erbil a étendu sa juridiction sur l'ensemble de la zone irakienne prévue par l'état-major états-unien pour former le Kurdistan indépendant.

L'ÉIL est une milice tribale sunnite ayant intégré les combattants d'Al-Qaïda en Irak, après le départ de Paul Bremer III et la remise du pouvoir politique aux Irakiens. Le 16 mai 2010, un responsable d'Al-Qaïda en Irak qui avait été libéré dans des circonstances inconnues, Abou Bakr el-Baghdadi, a été nommé émir et s'est efforcé, par la suite, de placer l'organisation sous l'autorité d'Al-Qaïda.

Au début 2012, des combattants de l'ÉIL créent en Syrie le *Jabhat al-Nosra* (c'est à dire le Front de soutien au peuple du Levant), comme branche syrienne d'Al-Qaïda. Ce groupe se développe avec la relance de l'attaque franco-britannique contre la Syrie en juillet

2012. Il est finalement classé « organisation terroriste » par Washington à la fin de l'année, malgré les protestations du ministre français des Affaires étrangères qui salue en eux « des gens qui font du bon boulot sur le terrain » (sic) [3].

Les succès des jihadistes en Syrie, jusqu'au premier semestre 2013, ont modifié l'attractivité de leurs groupes. Le projet officiel d'Al-Qaïda d'une révolution islamiste globale est apparu utopique, tandis que la création d'un État islamique sur un territoire donné semblait à portée de main. D'où l'idée de lui confier le remodelage de l'Irak que les armées US n'étaient pas parvenues à réaliser.

Le *relifiting* de l'ÉILL a été réalisé au printemps 2014 avec la libération de prisonniers occidentaux qu'il détenait, Allemands, Britanniques, Danois, États-Uniens, Français et Italiens. Leurs premières déclarations confirmaient en tous points les informations des services de renseignement syriens : ÉILL est encadré par des officiers états-Uniens, français et saoudiens. Cependant, rapidement les prisonniers libérés faisaient machine arrière et infirmaient leurs propos sur l'identité de leurs geôliers.

C'est dans ce contexte que l'ÉILL a rompu avec Al-Qaïda en mai 2014, se posant en rival, tandis qu'Al-Nosra restait la branche officielle d'Al-Qaïda en Syrie. Bien sûr tout cela n'est qu'affichage puisque en réalité ces groupes sont, depuis leur création, soutenus par la CIA contre des intérêts russes (Afghanistan, Bosnie-Herzégovine, Tchétchénie, Irak, Syrie).

Redevenu en mai une organisation régionale (et non plus l'antenne régionale d'une organisation mondiale), l'ÉILL se préparait à remplir le rôle que ses commanditaires lui avaient assigné il y a plusieurs mois.

L'organisation est certes commandée sur le terrain par Abou Bakr al-Baghdadi, mais elle est placée sous l'autorité du prince Abdul Rahman al-Faiçal, frère du prince Saoud al-Faiçal (ministre saoudien des Affaires étrangères depuis 39 ans) et du prince Turki al-Faisal (ancien directeur des services secrets et actuel ambassadeur à Washington et Londres).

En mai, les al-Faiçal ont acheté une usine d'armement en

Ukraine. Des stocks d'armes lourdes ont été transportés par avion vers un aéroport militaire turc, d'où le MIT (services secrets turcs) les a acheminés par trains spéciaux à l'ÉIIL. Il paraît peu probable que cette chaîne logistique ait pu être mise en place sans l'Otan.

L'offensive de l'ÉIIL

La panique qui a saisi la population irakienne est à l'image des crimes commis par l'ÉIIL en Syrie : égorgements en public des « musulmans renégats » et crucifixion des chrétiens. Selon William Lacy Swing (ancien ambassadeur US en Afrique du Sud, puis aux Nations unies, et actuel directeur de l'Office des migrations internationales), au moins 550 000 Irakiens auraient fui devant les jihadistes.

Ces chiffres montrent l'ineptie des estimations occidentales de l'ÉIIL selon lesquelles il ne dispose que de 20 000 combattants au total en Syrie et en Irak. La vérité est probablement 3 fois supérieure, de l'ordre de 60 000 combattants ; la différence étant composée exclusivement d'étrangers, recrutés dans l'ensemble du monde musulman et souvent pas arabes. Cette organisation est devenue la principale armée privée dans le monde, jouant le rôle moderne des condottières de la Renaissance européenne.

Elle devrait encore se développer compte tenu de ses prises de guerre. Ainsi, à Mossoul, elle a saisi le Trésor du district de Ninive, soit 429 millions de dollars en liquide (de quoi payer leurs combattants durant une année complète). En outre, elle s'est emparée de nombreux Humvees et de 2 hélicoptères de combat qu'elle a immédiatement intégrés à son dispositif. Les jihadistes n'ayant pas les moyens de former des pilotes, la presse internationale laisse entendre que ce sont d'anciens officiers baasistes du président Saddam Hussein. C'est hautement improbable, d'une part compte tenu de la guerre opposant les baasistes laïques aux jihadistes qui constitue la toile de fond de la guerre en Syrie, et surtout parce que des pilotes ayant interrompu leur entraînement durant plusieurs années ne sont plus aptes au

combat..

Réactions internationales

L'offensive des Peshmergas et de l'ÉIIL était attendue par les partisans de l'Arabie saoudite dans la région. Ainsi, le président libanais Michel Suleiman (qui avait conclu une allocution en janvier par un retentissant « Vive l'Arabie saoudite ! » à la place d'un « Vive le Liban ! ») a tenté par tous les moyens d'obtenir une prolongation de son mandat (expirant le 25 mai) pour les six mois à venir, de manière à être aux manettes durant la crise actuelle.

Quoi qu'il en soit, les réactions internationales à la crise irakienne sont incohérentes : tous les États, sans exception condamnent l'ÉIIL en Irak et dénoncent le terrorisme, alors que certains d'entre eux —les États-Unis et leurs alliés— considèrent au même moment l'ÉIIL comme un allié objectif contre l'État syrien, et que quelques uns commanditent cette offensive —les États-Unis, l'Arabie saoudite, la France, Israël et la Turquie—.

Aux États-Unis, le débat politique public oppose les Républicains, qui demandent un redéploiement militaire en Irak, aux Démocrates, qui dénoncent l'instabilité suscitée par l'intervention de George W. Bush contre Saddam Hussein. Ce petit jeu oratoire permet de masquer que les événements en cours servent les intérêts stratégiques de l'état-major et qu'il y est directement impliqué.

Il se pourrait cependant que Washington ait piégé Ankara. L'ÉIIL aurait tenté au même moment de prendre le contrôle du tombeau de Süleyman Şah, en Syrie dans le district de Raqqa. Ce tombeau est propriété de la Turquie qui dispose sur place d'une petite garnison en vertu de la clause d'exterritorialité du Traité d'Ankara (imposé par le colonisateur français en 1921). Mais cette action peut très bien avoir été commanditée par la Turquie elle-même qui avait envisagé de trouver ainsi un prétexte d'intervention ouverte en Syrie [4].

Plus grave, lors de la prise de Mossoul, l'ÉIIL a fait prisonniers 15

diplomates turcs et leurs familles ainsi que de 20 membres des forces spéciales turques à leur consulat, provoquant la colère d'Ankara. L'ÉIL avait également arrêté des chauffeurs de poids lourds qui ont été relâchés ultérieurement. La Turquie, qui a assuré la logistique de l'attaque de l'ÉIL, se sent trahie sans que l'on sache pour le moment si elle l'a été par Washington, Riyad, Paris ou Tel-Aviv. Cette affaire n'est pas sans rappeler l'arrestation, le 4 juillet 2003, de 11 membres des forces spéciales turques par l'armée états-unienne à Souleimanieh (Irak) popularisée par le film *La vallée des loups Irak* [5]. Cet épisode avait provoqué la plus importante crise des soixante dernières années entre les deux pays.

L'hypothèse la plus probable est qu'Ankara ne prévoyait pas de participer à une offensive aussi large et a découvert en cours de route que Washington programmait de réaliser la création du Kurdistan qu'il avait échouée en 2003. Or, toujours selon la carte publiée en 2006, celui-ci doit inclure une partie de la Turquie, les États-Unis ayant prévu de disséquer non seulement leurs ennemis, mais aussi leurs alliés. L'arrestation des diplomates et forces spéciales turcs serait un moyen d'empêcher Ankara de saboter l'opération.

Arrivant jeudi à Ankara en provenance d'Amman, la représentante spéciale des États-Unis au Conseil de sécurité, l'ambassadrice Samantha Power, a hypocritement condamné les actions de l'ÉIL. La présence au Proche-Orient de la thuriféraire de l'interventionnisme moral de Washington laisse à penser qu'une réaction états-unienne a été prévue dans le scénario.

De son côté, l'Iran s'est dit prêt à aider à sauver le gouvernement du chiite al-Maliki en envoyant des armes et des conseillers militaires, mais pas de combattants. L'actuel renversement de l'État irakien profite à l'Arabie saoudite, grand rival régional de Téhéran, alors que le ministre des Affaires étrangères, le prince Saoud al-Faiçal (le frère du patron de l'ÉIL), l'a invité à négocier.

Thierry Meyssan

[1] « [Blood borders : How a better Middle East would look](#) », par Ralph Peters, *Armed Forces Journal* daté Juin 2006.

[2] Lire *L'effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations*, par Thierry Meyssan, éd. Alphée 2007.

[3] Cité in « [Pression militaire et succès diplomatique pour les rebelles syriens](#) », par Isabelle Mandraud (avec Gilles Paris), *Le Monde*, 14 décembre 2012

[4] « [Complot turc pour entrer en guerre ouverte contre la Syrie](#) », Réseau Voltaire, 28 mars 2014.

[5] « [L'anti-Hollywood turc à l'assaut des crimes états-uniens](#) », par Mireille Beaulieu, Réseau Voltaire, 5 mai 2006.

Source : « [Washington relance son projet de partition de l'Irak](#) », par Thierry Meyssan, *Al-Watan (Syrie)*, *Réseau Voltaire*, 16 juin 2014, www.voltairenet.org/article184270.html